

Assises - 16 juin, Montreuil Une première étape qui en appelle d'autres



En dépit du formidable silence médiatique, ce qui s'est passé le 16 juin à Montreuil constitue un réel événement politique. Un événement qu'il convient d'autant moins de banaliser que par quatre fois, ces dernières semaines, la gauche s'est vue éliminée du second tour d'une élection législative partielle. C'est à l'aune de cette réalité qu'il convient d'apprécier l'initiative lancée par Pierre Laurent au lendemain de la marche du 5 mai. Par leur contenu, leur démarche, les assises pour changer de cap en France et en Europe constituent une amorce de réponse à cette crise politique. A cette crise de la politique.

L'événement tient aussi à la qualité du rassemblement opéré le 16 juin. Ce n'est pas tous les jours que se retrouvent à une même tribune des représentants du Front de gauche, du PS, d'EELV, du NPA, des acteurs du mouvement syndical et associatif, pour travailler à une alternative progressiste.

Les 2 000 participants - et 7 000 internautes - ne s'y sont pas trompés. Ils ont fait le déplacement, parfois de loin, pour débattre, confronter et rechercher, malgré leurs différences, des convergences permettant de s'engager dans la construction de ce nouveau projet politique à gauche. Et même si chez certains orateurs la posture a parfois pris le pas sur l'échange, des rapprochements importants ont été au cours de la journée : sur les retraites, le marché transatlantique, le Pacte budgétaire européen, la défense du service public... Dans le débat avec les ac-

teurs du mouvement social aussi des choses bougent. Face à la gravité de la situation, chacun prenant conscience du besoin de construire ensemble dans le respect des responsabilités de chacun.

Les assises de Montreuil n'ont évidemment pas réglé tous les débats. Loin s'en faut. Comme l'a rappelé Pierre Laurent dans ses conclusions, le chemin sera long, difficile. Modifier le rapport des forces dans la perspective d'une nouvelle majorité nécessitera d'énormes efforts. Mais l'ambition est là. Dans le rassemblement des citoyens et des forces progressistes qui ne renoncent pas au changement. C'est à ce travail de construction que les communistes sont appelés à s'investir. En ouvrant partout des espaces de rencontres et d'actions. Plusieurs départements ont décidé de préparer des assises locales. Des chantiers immédiats les attendent sur les retraites, le marché transatlantique où l'acte III de la décentralisation. Il n'y aura pas de victoire significative sur ces questions sans le rassemblement le plus large de tous les progressistes. C'est à ce rassemblement que les communistes entendent être utiles. Dans la rue, au Parlement, comme lors des échéances de 2014. Loin d'être un « coup », ces assises ont ouvert la voie à un processus appelé à durer. La prochaine étape sera bien évidemment la Fête de l'Humanité les 13, 14 et 15 septembre. ✪

Patrice Falguier

Saint-Étienne-du-Rouvray (Seine-Maritime) La bataille des retraites a commencé

Au moment où se tenait la Conférence sociale convoquée par le Premier ministre, les communistes de Saint-Étienne-du-Rouvray ouvraient un large débat sur la question des retraites. Du 17 au 23 juin, une vingtaine de militants et d'élus - dont Hubert Wulfranc, maire de la ville - allaient à la rencontre des salariés et des citoyens pour les informer du contenu des choix gouvernementaux et populariser les propositions du PCF. Un débat particulièrement utile, selon Pascal Le Cousin, secrétaire de la section, « car si l'accueil est plutôt bon aux portes des entreprises, on sent parfois de la résignation dans les quartiers populaires ». On ne compte donc pas en rester là. D'autres initiatives devraient se tenir durant l'été. ✪

Les fêtes du PCF, des espaces pour débattre de l'alternative

29/30 juin : Isère, Pyrénées-Orientales, Gard, Calvados, Alpes-Maritimes, Charente-Maritime

29 juin : Cantal

30 juin : Hauts-de-Seine

5/6 juillet : Landes, Savoie

6 juillet : Creuse, Var

6/7 juillet : Ardèche

12/13/14 juillet : Corrèze

Conclusions de Pierre Laurent lors des assises du 16 juin (extraits) Reconstruire une perspective d'espoir

Qu'attend le pays aujourd'hui ?

Il attend que se reconstruise une perspective d'espoir. L'espoir ne viendra pas de la droite ou de l'extrême droite. Encore que malheureusement une partie trop importante du peuple pense qu'elle peut venir de l'extrême droite parce qu'elle n'a jamais été au pouvoir. Ce serait un drame total. Cet espoir, il ne viendra pas non plus de la simple continuation - même avec toute la pédagogie du monde - de la politique gouvernementale actuelle. Si nous laissons faire nous allons dans le mur. Notre responsabilité est de modifier cette situation. Cela passe inévitablement par la mise en mouvement d'une nouvelle majorité sociale et politique. La construire va demander un énorme travail. Car, si le chemin existe, l'incantation ne suffit pas. Il faut le construire pas à pas et prendre des initiatives. C'est le sens de cette journée. Et nous allons poursuivre.

Une méthode

Nous allons le faire en discutant et en respectant les points de vue, voire les postures différentes puisque certains ont décidé de ne pas aller au gouvernement, alors que d'autres ont fait un choix différent. Cette diversité n'empêche pas les convergences possibles. On l'a vu dans le débat sur l'amnistie ou sur l'ANI. Il y a des forces avec lesquelles nous pouvons être en dialogue sur des objectifs. Nous devons saisir ces opportunités et avancer. Cela suppose d'accepter d'avancer en-

semble en continuant de débattre et non d'avancer ensemble une fois tous les débats réglés.

Reconstruire l'espoir, c'est indispensable

Nous avons pour cela les forces du Front de gauche. Nous nous sommes dépassés nous-mêmes pour le construire. Et ce que nous avons construit représente plus que l'addition de nos forces. Aujourd'hui, il faut produire à nouveau cet effort sur nous-mêmes pour être capables de changer la situation. C'est vrai aussi dans le dialogue avec les acteurs sociaux. Là aussi les débats sont nombreux sur la manière d'avancer ensemble, alors que les positions sur nos responsabilités et la façon de les articuler ne sont pas toujours identiques. Nous sommes dans un mouvement et nous avons la responsabilité de le rendre pertinent, d'affiner les réponses et surtout d'être utiles à notre peuple. C'est notre seule et unique responsabilité en ce moment où tant de gens souffrent de la crise.

Continuer la démarche engagée

J'appelle donc à continuer l'effort engagé. A le continuer dans le pays dans le prolongement de ce qui a été entrepris aujourd'hui. A le continuer à l'occasion de la Fête de l'Humanité qui sera le rendez-vous de toutes ces forces et l'occasion de multiplier les débats. Nous pouvons aussi construire ensemble des initiatives communes sur les retraites ou le grand



marché transatlantique. Les élections de 2014 - même si nous ne ferons pas tous les mêmes choix sur les listes - seront aussi l'occasion d'une politisation du débat national. Il faut les utiliser pour construire des points de repères communs et avancer ensemble. Cette journée a été extrêmement importante. Construire le chemin de l'espoir implique beaucoup de travail et d'efforts sur nous-mêmes. Mais il est le seul possible. Le seul capable de redonner la parole au peuple, de rassembler les forces et de trouver le chemin politique qui lui permettra d'exprimer majoritairement les idées nouvelles, les idées progressistes et solidaires qui sont en lui. ✪



Retraites

Ne rien lâcher

La direction du PCF a décidé de lancer une grande campagne sur les retraites. Entretien avec Jean-Luc Gibelin, membre de l'Exécutif, chargé d'animer cette bataille.

Communistes QUE RETENIR DE L'ATELIER RETRAITES DES ASSISES DU 16 JUIN À MONTREUIL ?

JEAN-LUC GIBELIN : Cet atelier a connu une affluence réelle avec plus de 110 participant-e-s, plus de trente interventions. L'ensemble des composantes de ces assises était représenté. Un large accord s'est exprimé pour dénoncer la perspective d'une nouvelle réforme qui utiliserait les mêmes leviers des réformes précédentes : augmentation de la durée de cotisation, recul de l'âge de départ réel en retraite, diminution du montant des pensions. Ce sont pourtant les outils contenus dans le rapport Moreau. Le débat a montré une détermination forte des représentant-e-s du mouvement social : il ne faut rien lâcher pour une retraite par répartition à prestation définie. C'est vraiment un choix de société.

Communistes QUELLE RÉACTION DU PCF AU RAPPORT MOREAU ?

J.-L. G. : Pierre Laurent a indiqué notre positionnement sur ce rapport : rien à en retenir ! Rien ne justifie cette régression si ce n'est de se soumettre aux injonctions de la commission européenne. Au contraire, nous proposons une réforme juste basée sur la sécurisation de l'emploi et de la formation, du

parcours de vie de la naissance à la mort, permettant à chacun de pouvoir partir à 60 ans avec une pension à taux plein correspondant à une période allant de 18 à 60 ans. Durant cette période, il y aura les cotisations liées à l'emploi salarié, celles des périodes de non-travail avec la sécurisation des parcours professionnels, la validation des périodes d'études, les cotisations liées à l'allocation d'autonomie et de formation de la jeunesse. Il faut bannir la précarité, poser la question de l'emploi, de l'augmentation des salaires, de la titularisation dans la fonction publique. Il faut exiger l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes. Il est indispensable de poser la question de la pénibilité et de l'entrée au travail précoce (avant 18 ans) qui doit se traduire par un départ anticipé en retraite.

Nous sommes pour une retraite par répartition avec une indexation des pensions sur les salaires, et non sur les prix, aucune pension n'étant inférieure au SMIC. Ce sera une abrogation des réformes Balladur et Fillon avec la suppression des décotes et le retour aux dix meilleures années comme référence pour les salariés du secteur privé et aux six derniers mois pour le secteur public. Le CEN a décidé d'engager une campagne d'information, de mobilisation, de résistance. Le

départ à 60 ans à taux plein, nous y croyons. Notre pays en a les moyens. Cette belle idée de la retraite inventée par Ambroise Croizat et actualisée par le mouvement social a de l'avenir.

Communistes CONCRÈTEMENT, C'EST QUOI CETTE CAMPAGNE ?

J.-L. G. : Tout d'abord, cela va passer par une mobilisation immédiate des communistes, des organisations du Parti. *Communistes* a déjà fait état d'une partie de nos propositions, le numéro de *Plein temps* revient sur la retraite solidaire, le dossier de la *Revue du Projet* de juin est consacré à cet enjeu, le prochain numéro d'*Economie et Politique* reviendra en détail sur nos propositions. Du matériel de communication est en finalisation. Un tract a été réalisé. De multiples expressions thématiques sont prévues durant les prochaines semaines. Un argumentaire avec une dizaine de fiches sera disponible pour la fin juin, de même qu'un diaporama de 12 vues pour introduire des débats publics. Un diaporama en version longue pour la formation militante sera rapidement disponible. Nous voulons organiser des assemblées par département. Des débats contradictoires avec la presse régionale pourraient aussi être exigés pour que la transparence soit faite sur les projets en cours. Un clip vidéo *On leur fait un dessin* devrait être disponible début septembre. Bien entendu, notre campagne s'articule avec les initiatives qui se prennent dans le cadre du Front de gauche. Il y aura un temps fort lors des Estivales puis lors de la Fête de l'Humanité. Cette bataille trouvera sa place dans la préparation des élections de 2014. Nous avons aussi pris l'initiative de proposer une rencontre avec chaque organisation syndicale sur les suites de la conférence sociale. Notre campagne retraite est dans la poursuite de l'appel unitaire pour la Sécurité sociale qui a été rendu public récemment. La retraite solidaire par répartition à prestation définie est un des aspects de la protection sociale solidaire, de la Sécurité sociale inventée par Ambroise Croizat. ✪ **Propos recueillis par Gérard Streiff**

ELECTIONS

Élections partielles Premiers enseignements

Depuis les législatives de juin 2012, huit élections législatives partielles ont eu lieu : cinq en métropole, deux dans les circonscriptions des Français de l'étranger et une en outre-mer à Wallis-et-Futuna. Elles ont concerné, hors Wallis-et-Futuna, 678 684 électeurs inscrits mais avec seulement 186 150 votants.

Si chacune a été marquée par des spécificités propres au territoire concerné et au moment politique pendant lequel elles ont eu lieu, elles sont cependant toutes travaillées par des tendances lourdes concernant l'abstention, le Front de gauche, le PS, la droite, le FN.

Sur les sept circonscriptions, l'abstention progresse de 16,55 %, passant de 56 % en juin 2012 à 72,57 %. Certes, le haut niveau d'abstention a toujours caractérisé les élections partielles, mais là on atteint des niveaux inédits. Ce phénomène majeur dépasse largement les questions de vertus, de transparences ou de morale. Il ne peut pas non plus se résumer à la volonté d'une partie des électeurs de gauche de sanctionner le gouvernement. A cette montée de l'abstention, c'est l'utilité même de la politique qui est mise en cause par une part majoritaire du corps électoral.

Le Front de gauche progresse très légèrement en pourcentage par rapport aux exprimés, passant de 5,72 % à 6,02 %, mais il perd 35 % de ses voix par rapport à juin 2012. Il reste collé à son étiage des élections législatives de juin 2012. Ce constat montre que les électeurs de gauche ne confondent pas le Front de gauche avec la gauche actuellement au gouvernement, mais qu'ils ne le voient pour l'instant ni comme force capable d'exprimer leur colère ou leur mécontentement, ni comme une force porteuse d'une alternative politique crédible.

Le PS et ses alliés d'EELV s'effondrent en dévissant de plus de 10 % des exprimés – de 36,86 % à 26,4 %. PS et EELV perdent 56 % de leurs voix par rapport à juin 2012. Il

est interdit de 2^e tour dans quatre des sept circonscriptions et il perd quatre sièges. Si des élections législatives générales devaient avoir lieu dimanche prochain, il est probable que le PS serait confronté à un désastre électoral supérieur à celui de 1993. Cependant, il faut se garder de projeter mécaniquement de tels résultats sur les futures élections municipales qui sont d'une autre nature.

La droite UMP/UDI progresse de 7,36 % des exprimés – de 32,74 % à 40,1 % – mais elle perd 25 % de ses voix sur juin 2012. Elle gagne quatre sièges, profitant ainsi d'une meilleure mobilisation de son électoral. Lorsqu'un candidat de l'UMP est confronté à une concurrence crédible venant d'un candidat UDI ou d'un divers droite, il est généralement battu, y compris lorsque celui-ci est sortant. Les législatives partielles sont plus des défaites du PS que des victoires de l'UMP.

Le FN gagne 2,64 % des exprimés sur l'ensemble de ses sept circonscriptions par rapport à juin 2012, passant de 13,42 % à 16,07 %. Il lui manque 26,72 % des voix des élections législatives générales de 2012. Cependant, il réussit à éliminer du second tour le PS dans deux circonscriptions. Au 2^e tour, il arrive à mobiliser d'une manière inédite nombre d'abstentionnistes du 1^{er} tour. Ces résultats sont particulièrement alarmants car d'habitude le FN est absent ou obtient de mauvais scores lors des élections partielles. Ils traduisent la capacité du FN à capter des électeurs issus de la droite, mais ils témoignent aussi de ses efforts pour gagner les suffrages d'une jeunesse déclassée et d'un électoral populaire ayant perdu nombre de ses repères politiques et syndicaux.

Les résultats inquiétants de ces élections partielles nous invitent à prolonger et à amplifier ce que nous avons commencé à mettre en chantier avec les assises du 16 juin. ✪

Yann Le Pollotec,
Secteur élections du PCF

A L'INITIATIVE

Délégation du PCF au Salon du Bourget



Jeudi 20 juin, une délégation du PCF, conduite par Pierre Laurent, a visité le 50^e Salon de l'aéronautique et de l'espace au Bourget. Elle a constaté la vitalité de l'industrie aérospatiale française et européenne, fruit du travail et de la créativité des salariés du secteur. Elle a aussi noté la capacité de cette industrie à relever les défis de la réduction des gaz à effet de serre et de la transition énergétique. Ce qui se passe dans cette branche montre que dans notre pays l'industrie a un avenir, pour peu qu'on abandonne les politiques d'austérité salariale et qu'on investisse massivement dans la recherche & développement et dans la formation des hommes et des femmes. Pour relever les défis du futur et pour honorer en temps, heures et qualités ses carnets de commande, l'industrie aérospatiale de notre pays se doit d'investir dans un vaste plan d'embauche et de formation dans toute la filière. Elle doit aussi profondément réformer ses méthodes de gestion et de management en donnant de véritables pouvoirs d'interventions aux salariés. De la fusée Ariane aux drones, l'État doit continuer, dans ce domaine stratégique, à jouer un rôle moteur. C'est pourquoi le PCF condamne le désengagement de la puissance publique de l'actionnariat d'EADS, SAFRAN et ADP. C'est une vision comptable à courte vue, qui conduit à brûler le plancher pour chauffer la maison. Une partie de l'avenir de l'humanité se joue dans le ciel et l'espace, c'est pourquoi notre pays se doit d'avoir une politique aérospatiale à la hauteur des enjeux. ✪

Mandela - Retour sur un formidable mouvement de solidarité

Au moment où ces lignes sont écrites (mardi matin), l'état de santé de Nelson Mandela est jugé « très critique », par les autorités sud-africaines. Retour sur le formidable mouvement qui a porté le prisonnier de Robben Island à la présidence de la République d'Afrique du Sud.



La montée des luttes populaires anti-apartheid en Afrique du Sud fut décisive dans les années 80. Le combat contre le système colonial et de discrimination raciale sud-africain a cependant marqué toute la seconde moitié du XX^e siècle.

On ne peut réduire le mouvement anti-apartheid à l'antiracisme tellement sa portée fut globale. Cette lutte s'inscrit en effet dans les enjeux de la décolonisation, de la guerre froide, de la montée de l'exigence démocratique et du besoin d'une voie de développement nouvelle porteuse d'égalité, de justice et de progrès humain. Ce sont toutes les grandes questions du XX^e siècle qui se cristallisèrent ainsi, dans cette grande bataille, en particulier au moment des bouleversements en Europe de l'Est (dont les régimes ont soutenu l'ANC). C'est toute la donne internationale qui est en train de changer. Des aspirations populaires et un monde nouveaux s'annonçaient.

Le PCF va s'engager intensément et au plus haut niveau aux côtés du peuple sud-africain parce qu'il mesure alors la dimension de l'enjeu, parce qu'il veut faire du refus de l'asservissement d'un peuple un moteur de conscience politique.

La nécessité de la destruction du système d'apartheid a mûri au cours des années. L'ONU elle-même, dès la décennie 60, y contribua en légitimant les sanctions. En 1973, son Assemblée générale reconnaissait explicitement la nécessité « d'éliminer et de réprimer l'apartheid ». A juste titre, les Nations unies liaient la libération pour le peuple d'Afrique du Sud à celle des autres peuples d'Afrique australe, notamment la Namibie.

Un système criminel et obsolète

Il faut souligner à quel point ce système colonial sud-africain était à la fois obsolète et criminel. La violence faisait partie de sa nature : massacres de Sharpeville en mars 1960, de

Soweto en juin 1976 ; assassinat de Dulcie September en 1988... Le régime s'appuyait sur un arsenal sévère de dispositions et de forces de répression qui n'épargnaient aucun opposant, y compris les Blancs, Métis ou Indiens qui osaient la critique. Le système se présentait comme le rempart du monde libre face au danger communiste sur le continent africain. C'est probablement ce mythe idéologique qui servit à justifier tant de livraisons d'armes occidentales, en particulier françaises, à un régime pourtant si contraire aux principes et aux buts de la Charte des Nations unies et aux valeurs humaines universelles.

Il est vrai que les intérêts en jeu étaient considérables. Les banques et les multinationales du monde capitaliste, notamment celles à base française, y défendaient leur implantation et leurs profits. Peu importait alors la défense d'intérêts capitalistes injustifiables dans un niveau d'exploitation intolérable... Jusqu'au moment où la lutte populaire et la solidarité internationale imposèrent les sanctions qui contribuèrent à de premiers reculs du régime, à la libération des prisonniers politiques puis à la chute du système lui-même.

L'engagement des communistes

Cette bataille ne fut pas si simple à conduire. Quelques années avant sa libération, qui connaissait Nelson Mandela en France ? Certes, lors du procès de Rivonia (1963-1964), qui envoya le chef de l'ANC et ses camarades au bagne, Marie-Claude Vaillant-Couturier, pour le groupe communiste, intervenait à la tribune de l'Assemblée en faveur des inculpés. Mais en 1984, un sondage IFOP pour *l'Humanité Dimanche* révélait que 68 % des Français n'avaient jamais entendu parler de Nelson Mandela. Seulement 20 % le savaient victime d'atteinte aux libertés.

Il en a fallu des initiatives, des rassemblements énormes, des manifestations, des interventions, des affiches, des articles dans l'ensemble de la presse du PCF, dont *l'Humani-*

ité, pour nourrir ce mouvement populaire et une très large solidarité qui finirent par l'emporter dans l'opinion publique et contre toutes les complicités.

Lors de la Fête de l'Humanité de 1985, tandis qu'un grand concert est donné pour le peuple sud-africain, Roland Leroy et une délégation se rendent à Matignon pour exiger le boycott du régime d'apartheid. En 1988, Georges Marchais propose le Prix Nobel pour Nelson Mandela et le 31 janvier 1989 il se rend à Oslo pour présenter cette candidature pour laquelle 2 500 personnalités françaises et étrangères avaient signé avec le Comité de défense des droits de l'homme et des libertés présidé par le secrétaire général du Parti. Un petit badge métallique est édité par le PCF, dont la vente permet d'alimenter l'aide financière à l'ANC. On se souvient aussi de la bataille pour la libération du jeune Français Pierre-André Albertini, accusé d'avoir transporté des armes pour l'ANC. Mais le régime de Pretoria est en train de perdre ses soutiens. François Mitterrand refusa les lettres de créance du nouvel ambassadeur sud-africain en France en s'appuyant sur l'affaire Albertini. Déjà, en 1985, le gouvernement Fabius finit par décider d'arrêter les importations de charbon en provenance d'Afrique du Sud et de suspendre tout investissement dans ce pays. L'ambassadeur de France sera rappelé. C'est le début de la fin grâce à une mobilisation populaire qui ne cessa de se renforcer et de s'élargir, notamment avec la création de Rencontre nationale contre l'apartheid (RNCA) dirigée par Marcel Trigon et Jacqueline Derens, avec la mise en place du Comité Nelson Mandela libre qui rassembla 71 organisations politiques, syndicales, associatives, avec le soutien de mouvements chrétiens, d'artistes, de musiciens, d'écrivains, de personnalités connues comme Breyten Breytenbach qui s'y associa. Le PCF et le Mouvement de la jeunesse communiste s'y engagèrent pleinement. La diversité de ce Comité fit sa force et sa représentativité au-delà des débats et des

divergences d'approches sur le sens et la nature du combat à mener.

La libération de Nelson Mandela et des prisonniers politiques cristallisa l'ensemble de la lutte solidaire contre le système d'apartheid. La jeunesse, et en particulier la jeunesse communiste, y puisa une formidable énergie, au point qu'on parlera ensuite de la génération Mandela.

Un évènement d'une portée mondiale

Lorsque celui-ci, le 11 février 1990, sort de prison, l'émotion est immense. L'évènement est mondial. La chute définitive du régime d'apartheid se dessine. C'est une avancée décisive, à la fois politique, sociale, morale, profondément démocratique et porteuse d'un immense espoir d'égalité et de justice pour le peuple sud-africain, pour l'Afrique, pour toutes les forces d'émancipation humaine dans le monde.

Le 7 juin suivant, Nelson Mandela est à Paris. Il est reçu par les autorités françaises. Il est accueilli notamment au siège du Parti communiste français, accompagné de Thabo Mbeki et Solly Smith, représentant de l'ANC en France. L'arrivée de Mandela dans le hall du Comité central est un moment exceptionnel, une explosion d'émotion et de joie... dans un enthousiasme collectif inénarrable. Georges Marchais et Nelson Mandela s'étreignent longuement. Winnie Mandela tient Georges Marchais par la taille... Tout le monde sait, alors, que le combat n'est pas terminé. Loin de là. Mais quelle victoire !

Mandela restera comme le symbole d'une légitimité démocratique universelle qui continue à imposer le respect à tous, à rassembler le peuple sud-africain dans sa mémoire et dans l'espoir d'une Afrique du Sud capable, dans notre temps de crise, de répondre aux profondes attentes sociales et populaires... Mais ceci est une autre histoire. ✪

Jacques Fath